



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

PRODUIRE POUR QUI ?



DEUX ouvrières ont eu, chez Citroën — c'est-à-dire chez Michelin — plusieurs doigts arrachés. L'une fut blessée à l'usine des Epinettes, l'autre à l'usine de Saint-Ouen.

Deux blessées de plus parmi les 2 millions d'accidentés du travail, enregistrés annuellement par les statistiques officielles, qui mentionnent 60.000 cas très graves... D'imposants cortèges d'ouvriers et ouvrières qui tombent entre les pattes des cupides compagnies d'assurances — sous le « contrôle de l'Etat » — tripotant de la misère et distribuant à leurs actionnaires des dividendes d'autant plus copieux qu'ils chicanent les secours aux accidentés.

Notons à ce sujet que les actionnaires des dites compagnies sont le plus souvent également actionnaires des usines où sont blessés les ouvriers...

Chez Citroën-Michelin, comme chez Gnome il y a quelques jours, l'accident est le produit d'une politique d'économie de main-d'œuvre, c'est-à-dire de « rationalisation », économie que le patronat réalise en remplaçant l'ouvrier qualifié par le jeune ou la femme, qu'il exploite un peu plus et qu'il espère, par l'absence de connaissances professionnelles, avoir plus facilement à sa merci.

Produire plus vite ! Produire mieux, signifie dans ce régime : augmenter le bénéfice de ceux qui ne produisent pas ! Ces bénéfices, Michelin en verse une part importante pour l'armement du C.S.A.R., qui devait, par la force, lui garantir ses privilèges

« Assurer la production ! » clament tous les valets, de Frossard à Jouhaux. Ils protestent bien contre les « injustices », mais que signifient ces protestations si la lutte n'est pas menée pour supprimer ces injustices en en supprimant la cause ?

Ceux qui veulent nous faire produire plus nous feront crever aussi sous le prétexte de défense nationale !

Nous disons, nous, partisans de la IV^e Internationale :

Contrôle ouvrier sur la production ;

Contrôle ouvrier sur les usines ;

Contrôle ouvrier sur les bénéfices patronaux.

Et, pour y parvenir, l'organisation de la grève, le rejet du « statut du travail », qui entrave le droit de grève !

A LA MEMOIRE D'UN JEUNE OUVRIER DE GNOME, MORTELEMENT BLESSE CHEZ GNOME :

- 16.813.377 francs de bénéfices nets ont été distribués aux actionnaires ;
- La branche « Moto » a été en progression de 100 % en 1937 ;
- La branche « Fonderie », en 1937, a progressé de 40 %.

Pauvre patronat !

Que cachent ces cris ? Que masquent ces injures ?

Nous publions une lettre de Barcelone qui montre où la politique du Front populaire a mené les conquêtes ouvrières. Un des piliers de cette politique de collaboration ministérielle, l'aile qui immobilise la masse la plus imposante d'ouvriers révolutionnaires, est la direction des ministres anarchistes et cénétistes.

TROTSKY, à juste titre, a démontré où mène le crétinisme anarchiste qui, par ses ministres, se confond en Espagne avec le crétinisme parlementaire. Des gens incapables d'opposer un argument sérieux ont, dans le « Libertaire » et le « Combat Syndicaliste », couvert Trotsky d'injures grossières : « Gallifet », « Staline ». Les mêmes, et en particulier Frémont, se plaisent à nous injurier au lieu de nous répondre, mais quand ils tentent d'opposer quelques arguments, c'est pour attaquer la création de SOVIETS et défendre les loges si chères à S. Faure, dont la confession de 1918 suffit à écœurer. Quant à l'armement des ouvriers, Frémont, comme tout libéral-bourgeois, en montre l'inutilité et le caractère utopique (!). Il va même jusqu'aux accusations de provocation, et il termine en affirmant que les anarchistes espagnols « ont sacrifié de leur intransigeance pour sauver la classe ouvrière en participant au gouvernement ». Que, d'ailleurs, « lui-même considère que, en 1934, contre La Rocque, les anarchistes auraient dû participer avec Daladier ».

Quand on s'étonne des critiques du même Frémont contre la conception du Front populaire, le même Frémont gueule sans répondre ! Frémont nous expose que l'on doit collaborer avec les radicaux quand les fascistes attaquent, mais Thorez semble avoir sur lui raison de dire qu'on doit collaborer avant pour empêcher les fascistes d'attaquer.

Nous disons, nous, qu'il s'agit de savoir si l'on peut vaincre le fascisme en limitant la lutte ouvrière à la défense de la démocratie bourgeoise. Notre réponse sera ferme : défense des conquêtes démocratiques sans se lier les mains dans un mi-

Victimes de l'arbitrage et des bonzes syndicaux, les métallos du Nord iront à la bataille

I faut chercher minutieusement dans « l'Humanité » et « le Populaire » du lundi 14 février pour trouver des informations sur la Métallurgie du Nord. Pourquoi cela ?

Dans le précédent numéro de « la Commune » nous avons indiqué longuement comment le conflit s'était développé : salaires insuffisants (la moitié de ceux de Paris), menace de grève générale en cas de refus d'augmentation. Et voici l'arbitrage donnant, avec des mois de retard, des augmentations dérisoires.

Au lieu de faire déclencher aussitôt le mouvement, les dirigeants syndicaux — soucieux avant tout de la « paix sociale », c'est-à-dire du respect des intérêts capitalistes — ont monté une grande combinaison pour empêcher que le mécontentement ouvrier se transforme en combativité.

(Suite page 3.)

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous

LA VÉRITÉ

Revue théorique du P. C. I.

En vente dans tous les kiosques

REUNION POUR L'USINE FERODO
(Saint-Ouen)

Mercredi 16 février, à 17 h. 30

Réunions de Sympathisants :

Vitry, mardi 15, à 20 h. 30, 34, rue de La Barre.
14^e, mercredi 16, à 20 h. 30, 98, rue de l'Ouest.

nistère ; on doit abattre et la démocratie et le fascisme. Mais les « anarchistes » (?) genre Frémont sont prêts à tous les sacrifices hors celui d'abattre, de détruire l'ÉTAT BOURGEOIS, et pour cause : ils ne savent que mettre à sa place.

Pour éviter de répondre, ils gueulent des injures. Il y a probablement des raisons plus prosaïques que nous examinerons.

L'entrevue

Hitler Schussnig

ATTAQUES et contre-attaques diplomatiques se succèdent sous la poussée franco-anglo-soviétique. Goga a du précipitamment quitter le pouvoir en Roumanie. Le roi bambocheur Carol a formé un nouveau gouvernement qui semble bien fragile. Rien n'est réglé. Les masses paysannes veulent vivre au lieu de crever ; la caste militariste regarde vers Hitler, mais Paris et Londres ont les capitaux ; le roi cherche un équilibre impossible : fascisme avec les « Gardes de fer » ou révolution paysanne et ouvrière, tel est, en fin de compte, le dilemme. Paris et Londres ont, jusqu'ici, toujours soutenu la dictature militaire de Carol, voilà ce qu'il faut en tous cas rappeler à ceux qui parlent des « démocrates » anglo-français.

La chute de Goga, en Roumanie a amené, en riposte, Hitler à précipiter les choses en direction de l'Autriche pour réaliser l'Anschluss (absorption économique et politique de l'Autriche par l'Allemagne).

L'entrevue imprévue Schussnig-Hitler ne semble pas avoir donné beaucoup de résultats. Hitler cherche toutefois un succès diplomatique en Europe Centrale pour contrebalancer la défaite de son ami Goga et renforcer sa position tant à l'intérieur qu'à l'extérieur où le Japon proteste des envois allemands d'armes à la Chine et où Mussolini trafique avec Londres pour avoir des sous. Dans la situation actuelle de l'Allemagne, il est possible qu'Hitler préfère l'arme diplomatique au coup dur militaire, — mais, ce qui est certain, c'est qu'il ne renonce pas à l'Anschluss, qu'elle se fasse à froid ou à chaud. Certains se réjouissent en disant : « la guerre recule, rien à craindre pour cette année », un accord est possible, etc... Ces prophètes ne peuvent rien prédire — les déclarations et engagements solennels des brigands impérialistes ne sont jamais sincères ; ce qui compte, c'est que la course aux armements continue et que le capitalisme c'est la guerre!! Si tu veux la paix, prépare la révolution, c'est elle, c'est la main tendue aux prolétaires italiens, allemands, etc... qui peut seule jeter par terre les combinaisons capitalistes, causes véritables des guerres.

Note de la Rédaction

Nous nous excusons de ne pouvoir, faute de place, passer dans ce numéro :

- 1° Une lettre d'un groupe de soldats ;
 - 2° Un article sur les chômeurs de Saint-Denis ;
- qui passeront tous deux dans un prochain numéro.

NOTRE PERMANENCE :
Tous les jours de 18 à 20 heures.
36, rue du Château-d'Eau, 36

LES 40 HEURES CHEZ LES MINEURS

Nous avons, dans le numéro précédent de « la Commune », cité les paroles de Jouhaux encourageant les mineurs à faire des heures supplémentaires. Il s'agissait, paraît-il, de tenir sa parole aux patrons.

« L'Humanité avait, quelques jours auparavant, fait un peu de raffut contre les heures supplémentaires. Duquel, staliniste, du Bureau Fédéral des Mineurs, avait combattu la majorité du Bureau. Aujourd'hui, sa démagogie effectuée, il s'entend avec Vigne et autres comme larrons en foire. Et « l'Humanité » se garde bien de reprendre les déclarations de Jouhaux.

DANS LES BOITES DE METALLURGIE

De diverses boîtes on nous signale que, pour resserrer leur emprise sur les ouvriers et pour avaler les socialistes, les staliniens tentent de créer des « Comités de Front populaire » dans les entreprises. Ces Comités ne sont ou ne seraient nullement des Comités de masse, démocratiquement élus par l'ensemble des travailleurs, ce ne sont que des émanations des organismes bureaucratés d'en haut.

Les travailleurs n'ont que faire d'un nouvel organisme pour les bernier. Il leur faut un organisme de lutte, ils créeront leurs Conseils d'usine (Soviets) qui lutteront pour le contrôle des travailleurs sur les entreprises.

CHEZ BLOCH, A COURBEVOIE

Les assemblées syndicales sont actuellement désertées par la grande majorité qui exprime ainsi à sa façon son mécontentement. Pour les staliniens 100 % pour qui tout ce qui vient du Comité Central et des chefs bien-aimés est toujours très bien, si les ouvriers ne viennent pas, c'est... la faute aux trotskystes, à ceux qui font de l'opposition à leur politique d'union sacrée.

Est-ce aussi la faute aux trotskystes si des techniciens font des heures supplémentaires ?

CHEZ PEUGEOT, A LA GARENNE

La politique de la main tendue a des résultats un peu surprenants : le délégué principal est de la C.G.T., son adjoint est du S.P.F. Cela pourra coûter bien cher aux ouvriers de cette boîte dans les mouvements prochains !

LES PETITS BUREAUCRATES

CHEZ RENAULT

Pour un copain qui fait de l'opposition, la répression stalinienne est aujourd'hui aussi dangereuse qu'autrefois la répression patronale. Il y a des délégués d'atelier qui agissent non comme des défenseurs des intérêts ouvriers, mais comme des patrons. Un copain rouspète ; on le change d'atelier, on lui fait avoir un travail plus difficile, on lui fait gagner moins..., on lui inflige toutes sortes de brimades jusqu'à ce qu'il demande son compte. Costes a bien mérité de Renault.

P.T.T.

CONTRE LA TRAHISON DE LA FEDERATION POSTALE, POSTIERS, ENGAGEZ LA LUTTE !

Le premier Conseil National de la Fédération Postale de l'année 1938 vient de terminer ses travaux.

Ainsi qu'on pouvait aisément le prévoir, outre l'incident Digat-Cougnenc, il n'a rien apporté de nouveau ; les faits confirment amplement la position que nous avons prise depuis de longs mois déjà.

Evidemment, au cours de la discussion, les revendications relatives à l'indemnité mobile de

A la Commission du travail de la Chambre, le débat se poursuit entre députés sur le « Statut moderne du Travail ». Au Comité Confédéral national de la C.G.T., le débat se produira entre dirigeants des Fédérations et des Unions départementales. Gignoux a consulté les patrons qui savent d'ailleurs avec quel soin vigilant il veille sur leurs intérêts. Quant aux ouvriers, ils en discutent dans quelques usines, là où des militants posent le problème ; mais la C.G.T. et les partis du Front Populaire se gardent bien de soulever la question devant tous les travailleurs. IL N'Y A PAS UN SEUL MEETING SUR LE STATUT DU TRAVAIL et ce n'est pas par hasard : on se garde d'alerter les travailleurs quand on fait un mauvais coup contre eux.

Nous allons, dans une série d'articles, démontrer les diverses pièces de la machine que l'on monte contre la classe ouvrière.

Préalablement, il nous faut faire trois observations d'ordre général très importantes : la première est relative aux conditions dans lesquelles a été proposé le « Statut du Travail », la seconde a trait à l'opposition du patronat à ce statut véritablement moderne, la troisième aux « amendements » déposés par les députés prétendus communistes.

LE COIN DU

VOTEZ CONTRE L'AI

Une boîte se pron

Nous publions ci-dessous la résolution d'une petite boîte de métallurgie contre le « statut moderne du Travail ». Nous sommes sûrs que, dans toutes les boîtes où la discussion peut s'effectuer librement, où le poids de l'appareil syndical est moins sensible, les ouvriers, après débat, se prononceraient contre le « statut moderne du Travail ». En reproduisant cette résolution, ajoutons qu'elle est très générale et qu'elle ne souligne pas un certain nombre de menaces incluses dans les projets proposés par le gouvernement et rapportés par des députés-secrétaires de Fédération et autres dirigeants

RESOLUTION VOTEE PAR UNE ASSEMBLEE GENERALE DES SYNDIQUES DE LA MAISON HUBERT-GUY-LEGROS PAR 25 VOIX CONTRE 2.

Les ouvriers de la Maison Hubert Guy et Legros, réunis le 9 février 1938 en assemblée générale du Syndicat, manifestent leur désaccord sur la proposition gouvernementale du statut moderne du travail.

1. Considérant que, par ce nouveau moyen, c'est augmenter et renforcer l'emprise patronale au détriment des travailleurs, du fait même des sanctions prévues ;

2. C'est condamner tout moyen d'émancipation ouvrière et renforcer son esclavage, détourner le

cherté de vie, aux 40 heures, etc..., furent l'objet d'interventions, mais nous devons l'écrire nettement, la conclusion des débats est à peu près égale à zéro. De la lutte ?... Il n'en est guère question.

A titre d'exemple, signalons un extrait d'une résolution : le C.N. enregistre (!) la déclaration du gouvernement fixant au 1^{er} avril 1938 la date de fixation sur la loi des 40 heures dans les P.T.T...

Pourtant, lors du précédent Conseil National des 21 et 22 octobre 1936, les résolutions votées parlaient de la cessation du travail, des 40 heures au 1^{er} janvier, de la C.G.T. hors du Front populaire si nos revendications n'étaient pas satisfaites. Beaucoup avaient alors cru à la volonté de lutte de la Fédération Postale. Il a suffi aux bonzes de faire des déclarations « gauchistes » pour duper magistralement les travailleurs.

Combien nous avions raison à cette époque de dénoncer cette attitude.

Que disions-nous donc ? Ceci : « ... Cependant, il apparaît que, provisoirement, les dirigeants syndicaux ont réussi à canaliser les protestations. Des manifestations successives et platoniques sont prévues. Elles ne résoudront rien... » (« La Commune », novembre 1937.)

Précédemment nous avions déjà indiqué :



Le « statut moderne du

Comment se préparer une mesure anti-ouvri

POURQUOI LE « STATUT »

Le « Statut du Travail » aurait pour but d'établir des rapports pacifiques entre le travail et le capital. Il ne faut plus qu'il y ait d'abus de l'un à l'égard de l'autre. Vraiment !

Pendant des années et des années, pendant des dizaines d'années, les ouvriers ont été exploités et surexploités dans les boîtes. Inorganisés ou insuffisamment conscients de leurs forces, ils subissaient les prétentions patronales, les diminutions de salaire, les renvois, les heures supplémentaires. Pendant tout ce temps-là, personne n'a songé à proposer un « statut du travail » pour mettre un terme aux abus patronaux, pour instituer des rapports pacifiques entre salariés et exploités, et autres calembredaines de cet ordre.

Mais, en juin 36, la situation commence à se modifier. Les ouvriers groupés résistent, font grève, occupent les entreprises. Le patronat ne peut plus agir aussi librement qu'autrefois. Alors toutes les bonnes âmes qui ont promis « le pain, la paix et la liberté » aux travailleurs tiennent à rassurer les exploités : Nous allons empêcher les ouvriers d'abuser de leur force à votre égard. Il faut que les rapports entre eux et vous soient

du mo...
PRESSE...
VE, L'A...
DELEG...
QUES...
MENT...
DANS...
Que c...
demande...
prononc...
vail »,...
celui-ci...
ser le C...

but du sy...
lisme et...
de classe.

C'est en...
fascisme...
tion, c'est...
entraîner

Réclame...
Fédération...
et tout co...
charte du

Pour la

P. S. —
proposition...
députés de...
portés par...
cations de...
vieux trav...

« ...
pou...
flan...
mot...
tice...
grè...
réa...
eux...

Q...
de...
sem...
vail...

S...
d'ad...
bre...

L...
grè...
tion...

A...

A...

LE...

V...
pel...
nim...

pacifiques...
réglement...
des surar...
Ainsi nar...
gatoire.

Mais ces...
vriers fais...
quand mé...
vinrent à...
mieux, on...
détails. Et...
moderne »

Mais les...
done que...
est l'argu...
glissé en

Les patr...
l'arbitrage...
Chambre...
trage obli...
débat, fait...
tions aggr...
ment à son

DU PROLO

RE L'ARBITRAGE

se prononce

du mouvement ouvrier, notamment LA SUPPRESSION PRATIQUE DU DROIT DE GREVE, L'ANNULATION DE TOUS DROITS AUX DELEGUES, SAUF D'ETRE DES DOMESTIQUES DU PATRONAT, LE RETABLISSEMENT DES AMENDES ET DES PUNITIIONS DANS LES TOLES.

Que chacun intervienne dans sa boîte pour demander à ses camarades de travail de se prononcer contre le « Statut moderne du Travail », de se refuser à tout amendement de celui-ci et de se préparer à la lutte pour imposer le Contrôle ouvrier.

but du syndicalisme : la suppression du capitalisme et du salariat en exigeant la collaboration de classe.

C'est empêcher tout moyen de lutte contre le fascisme et la guerre, c'est préparer la mobilisation, c'est préparer une nouvelle union sacrée et entraîner le peuple à une nouvelle guerre.

Réclament des dirigeants de la C.G.T. et de la Fédération des Métaux de rejeter ces propositions et tout compromis analogue, de rester fidèles à la charte du syndicalisme lutte de classe.

Pour la suppression du capital et du salariat.

P. S. — La Section proteste également contre la proposition d'augmentation des appointements des députés de 60.000 à 82.500 francs et au refus apporté par ces représentants d'augmenter les allocations de chômage et de voter la retraite des vieux travailleurs pour soi-disant faute d'argent.

« ... L'heure de la grève générale a sonné. Mais pour mener à la victoire, il ne faut pas faire confiance aux bonzes de la Fédération Postale. La motion d'unanimité en faveur de la grève est factice. Les dirigeants syndicaux sont hostiles à la grève. Ils sabotent sa préparation d'abord et sa réalisation ensuite, si elle se déclenche malgré eux... » (« La Commune », 23 juillet 1937.)

Que reste-t-il des résolutions « flamboyantes » de 1937 ? Rien ! La Fédération a, par sa trahison, semé le découragement et le dégoût parmi les travailleurs des P.T.T.

Seul, il reste aux yeux des Postiers l'exemple d'action directe des Services publics en fin décembre 1937.

Le personnel de ces administrations a fait la grève générale. Aujourd'hui il a obtenu satisfaction.

Aux Postiers de méditer cet exemple et de le suivre.

A ARGENTEUIL LES CHOMEURS VEULENT AGIR

Vendredi, 200 chômeurs avaient répondu à l'appel de notre Comité d'action. Tous ont été unanimes à reconnaître que le Front populaire ne leur

derne du travail "

se prépare
anti-ouvrière



pacifiques. On va soumettre tous les conflits à une réglementation. Vous irez devant des arbitres et des surarbitres dont la sentence sera obligatoire. Ainsi naquit, en fin 36, la loi sur l'arbitrage obligatoire.

Mais cette loi se montra insuffisante. Les ouvriers faisaient quand même grève, ils occupaient quand même les entreprises. Alors ces messieurs vinrent à nouveau : on va faire mieux, beaucoup mieux, on va prévoir la chose dans ses moindres détails. Et ainsi se présente le projet de « statut moderne ».

L'OPPOSITION PATRONALE

Mais les patrons sont contre les projets ? C'est donc que ce « statut » n'est pas si mauvais, tel est l'argument non pas présenté ouvertement, mais glissé en douce.

Les patrons sont contre, comme ils ont été contre l'arbitrage obligatoire. Rappelez-vous qu'à la Chambre, la droite n'a pas voté la loi sur l'arbitrage obligatoire. Elle a simplement, au cours du débat, fait pression pour introduire des dispositions aggravantes et le patronat a exploité largement à son profit la loi sur l'arbitrage.

avait rien apporté et que leur situation était plus misérable que jamais. Les représentants officiels du Comité de chômage local et de la région ont été obligés de déclarer qu'il fallait que cela change. Ils ont fait de nouvelles promesses : la manifestation de la Bastille n'est qu'un premier pas, nous préparons autre chose. Nous vous appellerons avant peu à l'action. Vous aurez vos quatre francs, etc...

Evidemment ils ont essayé, mais sans succès, de défendre le Parti communiste qui vote à la Chambre les budgets de guerre mais proteste dans les réunions de chômeurs contre le gouvernement. Le président de la réunion, stalinien camouflé, fait voter dans le bruit un vague ordre du jour pour lequel vingt ou trente bras se sont levés.

Mais nos arguments ont porté, les chômeurs ne se laisseront pas endormir, avec nous ils exigeront que les fameuses promesses faites se tiennent et VITE.

Suivant leur habitude, les staliniens de service à la réunion essayèrent, sans résultat, de nous faire passer pour des amis de Mussolini et de Franco. C'est plus facile que d'expliquer pourquoi on ne fait pas payer les riches et pourquoi on tend la main aux curés et aux évêques, véritables amis de La Rocque et Doriot.

A HARFLEUR, FIEF DE SCHNEIDER REPREND LA PROPAGANDE REVOLUTIONNAIRE

Le 3 février, à Harfleur, près du Havre, un meeting de Front populaire donnait la parole à quatre orateurs : Rimbault, stalinien ; Lindon, radical ; Compain, S.F.I.O. ; Leclainche, S.F.I.O., parlant au nom de la Ligue des Droits de l'Homme. Le bourgeois Lindon fut un peu embarrassé pour développer son programme, aussi réclama-t-il la confiance des Harfleurais envers Chautemps, l'homme de Stavisky, et oublia de dire que le nauséabond Bonnet était le bouc émissaire de la Banque Lazard.

Ensuite, le « pacifiste » Compain, ayant une « documentation qui ne pêche pas », entra dans l'histoire de « l'après-guerre » et fit, à sa manière, un exposé petit bourgeois en montant en épingle « les grands pacifistes, les Wilson, les Aristide Briand (l'homme qui écrasa par la force la grève des cheminots) ». Il trouva que l'impérialisme français avait eu tort de ne pas désarmer lorsque l'Allemagne le fut (comme si les impérialistes se souciaient de maintenir la paix).

Puis Leclainche fit l'apologie du « droit », de la « justice », de cette « force » invincible qui doit faire baisser les yeux à l'assassin fasciste !...

Alors, l'un de nos camarades posa la question : « Quelle sera l'attitude des orateurs en cas de guerre ? » et exposa la nôtre : « Rien pour le Gouvernement bourgeois, tout pour les Soviets, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans, en opposant au pouvoir de l'Etat bourgeois le pouvoir des Soviets, en restant fidèle à la tradition révolutionnaire de Lénine et des Bolchevicks en 1917 ». Notre camarade dénonça la préparation de l'union sacrée, l'entorse prochaine aux 40 heures pour défendre le Front populaire des bourgeois.

Cette intervention courageuse de notre camarade souleva des cris d'hostilité des Leclainche et des Compain qui le traitèrent de diviseur, de traître « à la patrie bourgeoise », et parfois d'« illuminé ». Mais, en revanche, un groupe important de travailleurs l'applaudit vigoureusement.

Les travailleurs d'Harfleur comprendront que les arguments des Leclainche et des Compain sont les armes des bourgeois et des vaincus, que toutes les vérités doivent être proclamées et que l'on n'arrête pas la marche de la révolution en dressant une partie des travailleurs contre les révolutionnaires.

Il recommence aujourd'hui avec le « statut moderne du travail ». Les patrons sont contre, leurs agents directs proposent des amendements destinés à le rendre plus rigoureux. Ils rejettent la responsabilité de l'ensemble sur le Front populaire et... utiliseront la loi contre les ouvriers.

LES « AMENDEMENTS »

Les projets ne sont pas fameux, nous proposons des amendements, disent les staliniens. Lisez bien « la Vie Ouvrière ». Le principal amendement vise l'ECHELLE MOBILE. Mais ce qui est intangible, c'est le projet sur la grève, plus exactement le projet contre le droit de grève. Là-dessus, ils ne disent quasiment rien.

Leurs amendements ne sont que démagogie destinée à faire passer le reste. On ne peut pas amender un projet d'étranglement du mouvement ouvrier, il faut s'y opposer, il faut, par la lutte, l'annuler. Ceux qui travaillent à l'amender font œuvre de briseurs de grèves. Les textes, ainsi que nous le montrerons, sont suffisamment clairs. Il faut empêcher que leur application s'inscrive par des faits dans la chair des travailleurs.

(A suivre.)

Victimes de l'arbitrage et des bonzes syndicaux, les métallos du Nord iront à la bataille

(Suite de la page 1)

Nous avons déjà signalé qu'une première manœuvre a consisté à faire accepter la sentence Suquet par les Métaux de Roubaix-Tourcoing, et ainsi à faire peser sur l'ensemble des métallos du Nord le handicap d'une telle acceptation.

Hier dimanche, les métaux lillois ont estimé la sentence Suquet insuffisante. Mais ils n'ont pas décidé aussitôt la lutte. Les bonzes syndicaux ont fait accepter ceci aux métallos de Lille : une nouvelle demande d'augmentation sera présentée aux patrons, en dehors de la loi d'arbitrage ; s'ils la refusent, grève.

Cette proposition doit être soumise au Congrès départemental qui se tient mercredi, au lendemain d'une entrevue avec Frossard.

Nous ne mettons pas en cause les délégués ouvriers, mais les dirigeants syndicaux qui les ont bernés. Car que veut dire : demander en dehors de la loi d'arbitrage ? Ou les Bourneton et Dumoulin, aujourd'hui amis, sont contre la loi d'arbitrage ; dans ce cas, il suffisait de passer outre à la sentence Suquet et d'engager la bataille. Ou bien, respectueux de la loi bourgeoise, ils s'inclinent devant l'arbitrage rendu, et en faisant une autre demande, ils devront — car c'est la même loi qui joue — s'engager dans de nouveaux pourparlers, aller à nouveau devant l'arbitrage... et faire attendre aux métallos de longs mois avant de recevoir quelques sous de plus. Les métallos parisiens ont connu cette opération au printemps dernier, ils n'ont reçu une augmentation nouvelle insuffisante qu'à la fin de 1937.

Si même les dirigeants syndicaux reprennent mercredi la proposition en question, — ce sur quoi nous avons de très grands doutes, car d'ici mercredi, ils peuvent encore mettre de l'eau dans le vin jusqu'à ce que celui-ci n'ait plus de couleur — si même ils maintiennent cette proposition, ils tendent un piège aux métallos du Nord.

Ceux-ci ont des revendications bien plus que légitimes. Leurs conditions de travail sont scandaleuses. Leurs salaires insuffisants. Pendant ce temps, les patrons amassent des fortunes. La lutte s'impose, il n'y a pas d'autre moyen pour obtenir satisfaction. La grève se fera pour des augmentations, elle se fera aussi contre l'arbitrage, elle doit se faire pour le contrôle ouvrier sur les entreprises. Pour l'imposer, pour ne pas être bernés par les Bourneton, dans chaque usine, constitution d'un CONSEIL D'USINE. Entre ces Conseils d'usines, liaison par un Congrès qui dirigera la bataille, qui appellera à la solidarité de tous les travailleurs de France, car les métallos du Nord iront à la bataille pour toute la classe ouvrière.

FASCISME, DEMOCRATIE et TRAHISONS EN ESPAGNE

(Suite du N° 87)

La Famine en Espagne

Avec cette tactique d'affamer la classe ouvrière et de laisser bombarder les villes ouvertes comme Barcelone, Valence, Tarragona, etc... le gouvernement de la « victoire » essaye de provoquer la classe ouvrière pour qu'elle se révolte, pour pouvoir ainsi, depuis l'émigration à laquelle il espère être contraint de recourir, rejeter sur elle toutes les responsabilités de la banqueroute et d'une avance possible de Franco. Chaque ouvrier exprime ceci simplement : Madrid-Valence-Barcelone-Paris...

La famine qui règne en Espagne « gouvernementale » et particulièrement en Catalogne, où le gouvernement démocratique du Front populaire, loin de résoudre le problème des minorités nationales, a soumis la Catalogne à un double régime d'oppression, comparable à celui exercé par Franco en Euzkadi, ne peut pas s'expliquer autrement... Chacun sait qu'il existe des pays qui ne demandent pas mieux que de vendre des denrées de première nécessité, tels que la farine, le riz, les légumes secs, le sucre, les pommes de terre, etc..., que le gouvernement fait précisément manquer et qui constituent la plus grande partie de la nourriture habituelle du peuple espagnol.

Quelques denrées que l'on peut encore trouver sont à un prix si élevé, qu'elles ne sont pas à la portée de l'ouvrier qui gagne un salaire équivalant au tiers du coût de la vie.

Alors que les grands restaurants servent des repas copieux pour un prix égal à deux jours de salaire d'un ouvrier (35 à 40 pesetas), les gosses cherchent quelque chose à manger dans les tas d'ordures... Pendant ce temps le gouvernement laisse pourrir dans les dépôts les oranges, l'huile, les pommes de terre, la morue, etc... qu'il jette ensuite à la mer...

Les milliers de boîtes de lait, les camions chargés de vivre que les ouvriers de France, d'Angleterre, de Hollande, etc... envoient aux enfants des combattants et des ouvriers espagnols, sont distribués aux gardes d'assaut, à la garde civile, aux bureaucrates des partis, du gouvernement, aux députés, et contribuent à maintenir en forme toutes les forces réactionnaires contre la classe ouvrière. Les Vandervelde, les Zyromski, le galopin de la II^e Internationale Nenni, les Thorez, etc... sont parfaitement au courant de ceci...

Carence de l'aviation dans la défense anti-aérienne

On ne peut plus avoir de doutes sur l'« insouciance » et l'incapacité du gouvernement, dans les bombardements des villes par l'aviation fasciste. La défense est assurée... d'une façon tout à fait criminelle. En plein jour, des escadrilles fascistes survolent les villes, comme Barcelone, par exemple, en toute tranquillité... prennent leurs objectifs... et bombardent. A ce moment les sirènes donnent l'alarme et les canons anti-aériens entrent en action, n'atteignant jamais le but. La nuit, des dizaines de projecteurs fouillent le ciel sans rien découvrir, les canons tirent au hasard. Les avions fascistes, qui ont déjà jeté leur chargement de mort s'en vont. Le lendemain, le communiqué du ministre de la défense dira que les avions noirs se sont « enfuis lâchement, poursuivis par la « glorieuse »

aviation rouge se distingue par son absence. Quelquefois, et toujours un fois le « danger passé », deux avions « héroïques » survolent la ville à faible hauteur pour bien montrer qu'ils montent la garde... Et pourtant, une fois, dix fois, cent fois, les fascistes bombardent sans que la « glorieuse » s'élève et que les sirènes sonnent à temps...

Lorsqu'après de grands bombardements, le gros Prieto fait donner l'alarme sans qu'on ait entendu les bombes, presque personne ne descend aux refuges, pas encore terminés après un an et demi de guerre, et payés par les cotisations des volontaires...

Maintenant, le gouvernement voudrait excuser sa lâcheté et son incapacité d'assurer une défense effective des villes bombardées par les assassins fascistes, en faisant une propagande pour la soi-disant « humanisation » de la guerre, et en envoyant un émissaire de triste mémoire : Martinez Barrio, faire cette propagande à l'étranger...

Incapacité criminelle et persécution des révolutionnaires

Tout ceci démontre clairement l'incapacité criminelle de ce gouvernement qui s'est spécialisé dans la persécution sauvage contre le prolétariat révolutionnaire, en démoralisant le peuple en général.

L'anarcho-syndicalisme « anti-autoritaire » et « contre toute dictature », lorsqu'il s'agit de la dictature du prolétariat, a, non seulement participé à des gouvernements anti-révolutionnaires, mais demande encore de participer, avec un soi-disant « front antifasciste » qui devrait être en opposition au front populaire... au gouvernement Negrin-Prieto-Comorera, qui persécute le mouvement ouvrier avec une férocité inouïe, et qui garde dans les prisons de la république démocratique du front populaire pas moins de 25 à 30.000 prolétaires révolutionnaires.

Dans cette répression sauvage, les staliens se trouvent à l'avant-garde avec leur police secrète et leur Tcheka ; chaque militant révolutionnaire qui tombe entre leurs mains finit comme Andrés Nin, Landan, Abramovitch, Berneri, et des dizaines d'autres militants assassinés par les exécuteurs du Guépéou sous la direction du gouvernement démocratique. Et tout ceci au nom d'une « révolution démocratique populaire ».

Mensonges de la C.N.T.

Contre toutes ces horreurs, la C.N.T.-F.A.I. n'élève aucune protestation.

Au contraire, les « terribles » Jeunesses libertaires viennent de se joindre, ou pour mieux dire de capituler devant la jeunesse du P.S.U.C., en entrant dans le « Front de la jeunesse révolutionnaire ».

La C.N.T. veut continuer à faire croire que les usines sont collectivisées, alors que le Gouvernement a dissous tous les comités d'usine et s'est emparé de tous les leviers de commande, avec le consentement des organisations anarchistes. La seule concession faite par le Gouvernement et demandée par les dirigeants des syndicats de la C.N.T., comme prix de leur trahison, a été celle de laisser l'inscription : « Atelier collectivisé — C.N.T.-U.G.T. » ou « Atelier confédéral » à

la porte des usines... Il n'en est pas autrement dans les collectivités agricoles, etc...

Ceci explique l'abîme de plus en plus profond qui sépare la direction de la C.N.T.-F.A.I. de la classe ouvrière, accentuant la séparation de celle-ci d'avec les directions des partis ouvriers espagnols des Prieto-Caballero, et des partis staliens du P.S.U.C., du P.C.E., de l'U.G.T., etc...

Aussitôt terminé le Plenum économique amplifié de la C.N.T., qui marque l'intégration « officielle » de l'anarcho-syndicalisme dans le front démocratique-réformiste stalinien, le Sous-Secrétariat des Armements a décidé une diminution des salaires de 15 % et la création d'inspecteurs du travail (accord pris dans le Plenum économique amplifié de la C.N.T.), décision qui a provoqué un mécontentement général manifesté par un arrêt du travail dans toutes les industries de guerre de Barcelone (30 janvier 1938), malgré tout le sabotage des directions des syndicats C.N.T.-U.G.T.

Si le guide de la classe ouvrière, le parti révolutionnaire, a manqué pendant tous les événements depuis le 19 juillet, l'absence de celui-ci se fait terriblement sentir encore maintenant, en pleine période de contre-révolution. En juillet-août, le parti a manqué pour prendre le pouvoir ; en mai, le parti a manqué pour prévoir et se préparer à l'offensive de la réaction bourgeoise-réformiste-stalinienne ; actuellement, le parti manque pour faire face à la répression, et pour rassembler et conduire le prolétariat sur des positions justes de la préparation de la révolution prolétarienne.

En Espagne, la conscience de classe du prolétariat révolutionnaire, dans la formation des comités révolutionnaires de juillet et de la semaine de mai, s'est affrontée au coup militaire-fasciste et à la coalition démocratique-front populariste. Seulement demain, dans une révolution socialiste, préparée par un parti bolchevik-léniniste, qu'il faut construire, s'affronteront le bolchevisme, le menchevisme et l'anarcho-syndicalisme, pour assurer la victoire du bolchevisme dans la voie de la révolution prolétarienne mondiale, sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Le Centrisme

Le P.O.U.M., comme la Gauche pivotiste en France, le parti maximaliste en Italie, l'Independent Labour Party en Angleterre, etc..., est, avec son centrisme intermédiaire, un des plus sérieux obstacles pour la construction d'un parti révolutionnaire B.-L. en Espagne.

La tâche honnête et primordiale des bolcheviks-léninistes est d'en finir avec ces rivalités de petits noyaux qui se combattent, négligeant par là-même les problèmes fondamentaux du parti et de la révolution, et de regrouper sur un terrain politique marxiste-léniniste « sans taches » l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire d'Espagne, qui se détache du P.O.U.M. et de la C.N.T., pour engager une lutte idéologique contre la fausse conception de l'anarcho-syndicalisme et du centrisme opportuniste du P.O.U.M., et pour assurer le triomphe de la révolution prolétarienne espagnole, dans le cadre de la révolution internationale.

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
Le Gérant : A. BASTIDE.